

Journal , juin 1995

LES TRICHEURS

Vous avez probablement tous entendu parler au cours des derniers mois de la Nouvelle-Zélande, de la banqueroute récente de ces sympathiques tondeurs de moutons, et des calamités qui se sont abattus sur eux pour n'avoir pas su couper assez ni assez tôt dans leurs dépenses "sociales". Pour éviter de répéter chez nous cette dramatique descente aux enfers, il fallait couper, ou plutôt rationaliser, pour les oreilles les plus prudes. Un train de mesures d'économie a rapidement déferlé sur le réseau de soins de santé: coupures draconiennes dans les budgets d'hôpitaux, fermetures d'unités complètes de soins, mise à pied de personnel affecté directement aux soins, coupures et fermetures supplémentaires l'été, à Pâques, à Noël, bientôt durant la semaine de la St-Valentin, de la semaine de la fête de la Reine, etc... L'épargne à tout prix... sous le masque d'une meilleure efficacité et de meilleurs soins. Des slogans comme le Virage Ambulatoire et certains autres pour tenter de faire croire à la population qu'on se prépare à offrir de meilleurs soins... **C'est hélas faux!**

La population est assez adulte pour qu'on cesse de lui mentir: il y a pénurie d'argent au Ministère des Finances et notre bon gouvernement n'a plus les moyens d'offrir à tous les citoyens la totalité des services de santé qu'il assurait auparavant. Mais cette vérité n'est pas politiquement rentable; et vous ne verrez jamais un gouvernement, ni un ministère, ni des fonctionnaires ou des cadres de tout autre organisme public s'accuser d'incurie, d'insouciance, d'imprévoyance, de mauvaise gestion ou tout simplement d'incompétence. Ces mots n'existent pas dans la fonction publique. S'il y a des problèmes dans le système de santé, ce sont les malades, la population, les médecins, les infirmières, les auxiliaires, tous ceux qui sont impliqués directement dans les soins de santé... La population, c'est de sa faute s'il s'y trouve des malades; ils sont trop malades, malades trop souvent, les médecins et les autres intervenants leurs prodigent trop de soins, des soins trop coûteux, la plupart du temps inutiles...

Le Ministère de la Santé et des Services Sociaux, par l'intermédiaire des Régions Régionales, se propose de remettre de l'ordre dans le système. Pour les médecins omnipraticiens entre autres, une proposition brutale déposée il y a environ 1 mois suggère une suite de mesures devant se traduire par une ponction directe de sommes variant de **2 500 \$ à 4 000 \$ dans les comptes de banques de chacun**

d'entre vous dès cette année. Et gare aux plus malins qui voudraient travailler plus pour s'indexer... Des mesures de surveillance sont prévues aux 4 mois. Le MSSS surveillerait très étroitement l'évolution des sommes ainsi récupérées. Si ses objectifs n'étaient pas atteints, il "solliciterait" alors l' "accord obligatoire" de la FMOQ, faute de quoi le ministre introduirait unilatéralement, sans autre forme de procès, des mesures de redressement. Ces mesures se traduiraient par des soustractions pures et simples sur les chèques émis par la Régie de l'Assurance Maladie à chacun des médecins!!! et ceci, jusqu'à l'obtention des résultats désirés... Il ne s'agit pas d'une fiction, mais d'une proposition dûment déposée le 27 avril dernier.

Pour couronner le tout, la proposition stipule que la rémunération de tous les nouveaux médecins s'inscrivant à la RAMQ à compter de la mi-juin de cette année devra s'effectuer à même des coupures supplémentaires sur les revenus de chacun des médecins actuellement en pratique, au moins pour les trois prochaines années... Il va sans dire que tout le conseil et le bureau de direction de la FMOQ ont été particulièrement séduits par la teneur de ces propositions amicales.

Les discussions au niveau des présidents d'Associations et du conseil de la FMOQ ont été longues et difficiles. Il a été cependant convenu que comme citoyens responsables, les médecins devraient s'astreindre à supporter une **part équitable** du fardeau de la dette publique. Mais il a également été convenu de porter une attention particulière à ce que les médecins, et particulièrement les médecins omnipraticiens, ne deviennent pas au Ministère de la Santé ce que sont les cigarettes et l'alcool au Ministère des Finances, c'est à dire des boucs émissaires que l'on triture sans vergogne et toujours davantage d'un budget à l'autre... Nous allons supporter notre juste part des compressions, la même que celle des policiers provinciaux, des ministres, des fonctionnaires de la fonction publique, des régies régionales, etc. **NI PLUS NI MOINS**. Nous avons résolu d'être de bons citoyens, pas des poires.

Pendant qu'au niveau de la Fédération et des représentants des Associations régionales s'effectuaient de pénibles tractations et que se dessinait cette orientation et cette démarche de participation de bonne foi à l'effort collectif, nous apprenions, à la faveur de rumeurs qui se sont par la suite confirmées, que **PRÈS DE LA MOITIÉ DES DIRIGEANTS ET CADRES SUPÉRIEURS DE LA RÉGIE RÉGIONALE-04 ONT VU LEURS TRAITEMENTS MAJORÉS AU COURS DES DERNIERS**

MOIS.

Loin de nous l'idée de discuter des mérites respectifs des cadres supérieurs de la Régie Régionale. Ils n'ont pas à s'excuser d'occuper des postes de prestige dans leur organisation et ont tout à fait le droit de gagner un salaire décent. Mais au milieu d'une crise budgétaire majeure dont chacun d'entre eux s'efforce de nous faire saisir l'ampleur et le caractère dramatique ainsi que l'urgence des redressements majeurs qui s'imposent, la situation actuelle nous apparaît inconvenante et difficilement acceptable. Inconvenante pour la population à qui on refuse l'accès à certains types de soins et services jugés moins urgents que les réajustements d'échelles salariales de certaines élites; inconvenante également à plusieurs catégories de jeunes travailleurs de la santé qui voient leur avenir se fermer en raison des compressions et des restrictions toujours plus sévères. L'honneur et l'éthique demeurent des vertus auxquelles personne ne devrait déroger impunément, surtout les dirigeants et les cadres supérieurs.

Est-il utile de rappeler que les médecins comptent également des joueurs qui ne manquent pas de nous faire valoir leur mérites, des mérites probablement aussi valables et importants: les **MÉDECINS D'URGENCE** qui oeuvrent en première ligne dans des conditions particulièrement difficiles et que les virages récents rendront encore plus difficile, les **MÉDECINS DE SANTÉ PUBLIQUE** qui paient à chaque semaine depuis le début du printemps la félonie et la trahison suprême d'avoir travaillé plus de 1540 heures au cours de la dernière année, et qui voient actuellement leurs honoraires coupés de 33% pour du "temps supplémentaire" exigé par leurs supérieurs, ces mêmes médecins à qui on demande maintenant un petit effort supplémentaire en effectuant des gardes de fin de semaine gratuites s'il vous plaît, les **CHEFS DE DÉPARTEMENTS** et les **PRÉSIDENTS DE COMITÉS HOSPITALIERS** qui font toujours et encore du bénévolat malgré nos multiples représentations, les **MÉDECINS QUI NOUS REPRÉSENTENT AUX COMMISSIONS MÉDICALES RÉGIONALES** et contre qui le regroupement des directeurs de régies régionales s'est commis dans des représentations regrettables au MSSS pour que le ministre renie sa signature sur une entente qui leur aurait permis une rémunération minimale et extrêmement encadrée pour travailler aux dossiers de la CMR en compagnie de fonctionnaires dûment rémunérés...

Votre Fédération et votre Association auront le devoir de vous présenter les

propositions ministérielles et le "partnership" qu'on nous proposera avec **TOUS** nos partenaires, incluant ceux de la Régie Régionale. Vous jugerez alors de l'effort supplémentaire que chacun d'entre vous est prêt à consentir pour assainir les finances publiques, et à quelles conditions...

Mais pour la crédibilité du processus, personne ne devra tricher impunément.

Raynald Gauthier m.d
Président

D:\DOC\FILAMOM\JOURNAL\MOT DU PRÉSIDENT **95-06**.DOC